



COMPTE-RENDU du CTM du 14 décembre 2015

Le Comité Technique Ministériel du 14 décembre 2015 avait pour objet essentiel d'aborder la réforme territoriale de l'Etat et son Plan ministériel d'accompagnement social.

L'UNSA et la CFTC ont déploré le manque de transparence de cette réforme et sa rapidité qui ressemble à de la précipitation : l'administration présente des projets de textes au mois de décembre alors que la réforme doit être opérationnelle au 1^{er} janvier 2016 !

Ce CTM ne nous a pas apporté de réponses convaincantes. C'est tout de même le 3^{ème} CTM convoqué en 2 mois ... Ce n'est pas un gage d'efficacité à nos yeux. Pour preuve :

- pas de réponse satisfaisante sur la DGCCRF et la mission IGA/IGF,
- pas de réponse satisfaisante sur l'INSEE,
- pas de réponse satisfaisante sur les 1000 emplois douaniers et que dire des problèmes en Centrale !

Nos questions diverses n'ont pas eu plus de succès :

- l'Indemnité kilométrique vélo relève du Code du travail et ne concerne pas nos ministères selon l'administration qui n'a aucune volonté d'innover sur ce sujet.
- sur la possibilité d'accorder des décharges aux présidents d'associations qui gèrent des restaurants associatifs, c'est non, l'administration se retranche sur les textes existants.

De plus, l'UNSA et la CFTC ont interrogé l'administration sur la conduite à tenir vis-à-vis de collègues susceptibles d'être « fichés S », la réponse du secrétaire général est « Secret Défense ». Sur la prescription quadriennale des ZUS, dossier qui commence à être ancien, le Ministre confirme sa position, il faudra donc aller au TA à titre individuel pour faire reconnaître ses droits ! Nous jugeons cette situation inadmissible !

Pour terminer ce CTM nous avons appris que :

- Les collègues de la DGCCRF intervenant en zone sous douane à Roissy continueront à être fouillés, la DGAC refusant un agrément à ces fonctionnaires et la DGCCRF semble impuissante à faire évoluer le dossier.
- Pour l'INSEE le principe d'une réunion ministérielle pour discuter du nouveau cadre d'emploi des enquêteurs est acquis.
- Pour le correctif des B en A, toujours la même chose, une nouvelle réunion est programmée, Bercy imagine peut être clore le dossier faute de combattants !